

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche

VALENCE, le 25 septembre 2023

3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEPE DES GRAVIERES S.A.S. chez ALPIQ

27 rue des poissonniers

92522 Neuilly-sur-Seine

Références : 20230925-RAP-DAEN0911

Code AIOT : 0006112726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2023 dans l'établissement CEPE DES GRAVIERES S.A.S. chez ALPIQ implanté lieu dit La Combie Chemin des Gravières 26230 Roussas. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un incident technique (vis de fixation de pale cassées) rencontré sur le parc éolien voisin de Claves et compte-tenu que les éoliennes installées sur le parc éolien de Gravières sont similaires, une inspection a été décidée sur le thème du suivi des fixations. Par ailleurs, l'inspection a été l'occasion de faire le point sur le suivi environnemental du site (Suivi du rapace "Circaète Jean-le-Blanc").

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE DES GRAVIERES S.A.S. chez ALPIQ
- lieu dit La Combie Chemin des Gravières 26230 Roussas
- Code AIOT : 0006112726
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : PC 262840P0012

Mise en Service : février 2006

Fabricant : VESTAS modèle V66/1,75

6 éoliennes de 1,75 MW unitaire

La hauteur de moyeu est de 60 mètres.

Le diamètre du rotor est de 66 mètres.

L'exploitant rappelle dans sa demande que le décret n°2011-984 du 23 août 2011 classe les éoliennes dans la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

L'installation a fait l'objet d'une mise en service industrielle avant le 13 juillet 2011 et bénéficie du principe du maintien des droits acquis (article 1er de l'arrêté du 26/08/2011 : l'éolienne est dénommée comme « installation existante »). L'installation est soumise à autorisation (mât supérieur à 50 mètres).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des fixations ;
- Suivi environnemental ICPE ;
- divers points réglementaires relatif à l'éolien (OREOL, accès, propreté, consigne de sécurité, extincteur, garanties financières).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 01/09/2023, article R. 512-69	/	Lettre de suite	1 mois
10	Suivis environnemental Circaète	Arrêté Préfectoral du 07/12/2021, article 6	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
3	Accès extérieurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 7		
4	Accès aux équipements	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
5	Propreté et entreposage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
6	Vérification des serrages de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
7	Consigne de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
8	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
9	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rencontré, comme l'exploitant voisin, une problématique de casse de quelques vis de serrage des pales tombant à l'extérieur de l'éolienne par le passé (vis remplacées en réactif). La cause identifiée concerne les roulements de pale d'origine, qui, dans le temps (usure) conduit à des casses de quelques vis. Un suivi plus rapproché des fixations et un remplacement des roulements d'origine a été décidé (il n'en reste plus que 3 à changer d'ici octobre 2023). Il a été rappelé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations en cas d'incident ou accident impactant l'environnement.

Il a été constaté que l'entreprise a réalisé les serrages réglementaires des fixations depuis moins de 3 ans et qu'une consigne de sécurité réglementaire existe en cas de fixations détendues.

L'inspection a été l'occasion de faire le point sur le suivi environnemental du site. Un suivi spécifique en 2022 du Circaète Jean-le-Blanc a été demandé par arrêté préfectoral suite à la découverte d'un cadavre de cette espèce lors de la période de migration pré-nuptiale début avril 2021.

Le rapport est quasi finalisé, l'exploitant doit le transmettre rapidement désormais.

Enfin, il a été constaté que le balisage de trois éoliennes était défectueux. L'exploitant a justifié de la bonne information de l'aviation civile et va remplacer les balisages rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2023, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à une déclaration d'accident concernant la découverte de vis de roulement de pales retrouvées au sol, au pied de la machine T09 du site voisin de Roussas Claves, l'exploitant a déclaré avoir rencontré ce type d'accident par le passé. La dernière inspection visuelle réalisée du 26 au 28 juillet 2023 sur l'ensemble des éoliennes n'a pas relevé d'anomalie au niveau des vis de fixation des roulements de pales. Sur demande de l'inspection une vérification réactive début septembre 2023 de l'état des fixations des roulements de pales d'origine « ancien design » ainsi que du dernier roulement de pale neuf « nouveau design » installé début septembre 2023 n'a pas relevé d'anomalie particulière. Il a été rappelé à l'exploitant que les incidents/accidents doivent être remontés à l'inspection des installations classées. Un rapport d'accident pour l'événement d'avril 2023 a été fourni à la suite de l'inspection. Les éléments principaux sont les suivants : 4 vis étaient cassées en avril 2023. Une analyse des causes a été lancée. Les premiers résultats indiquent qu'une usure avancée des roulements de pale « d'ancien design » semble être la cause principale à l'incident. Une campagne d'analyse de l'état d'usure des roulements d'ancien design encore en activité été réalisée. Concernant le plan d'action mis en place : -Arrêt machine ; -Périmètre de sécurité par rubalise ; -Réparation et vérification de serrage des roulements de pale de l'éolienne ; -Vérification de serrage des vis de fixation sur toutes les éoliennes du parc ; -Analyse des causes ; -Vérification du degré d'usure des roulements « ancien design » ; -Campagne étalée de remplacement des roulements « ancien design » ;

-Renforcement de l'inspection des vis de fixation avec vérification des serrages par la méthode de « tapping » tous les 6 mois.
La campagne de remplacement des roulements de pale « ancien design » est quasi terminée (plus que trois roulements à changer d'ici octobre 2023).
Observation n°1 : L'exploitant informera l'inspection lors du changement effectif de tous les roulements d'origine (ancien design).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, Déclaration OREOL
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : La déclaration OREOL est indiquée comme publiée sur la plate-forme.
Observation n°2 : Un avis de l'autorité environnementale ne pouvait être émis à l'époque du dépôt du permis de construire (2002). Ainsi, il peut être rempli la même date que celle du dépôt du PC pour l'item "Délivrance de l'avis de l'autorité environnementale".
La date de déclaration d'ouverture du chantier de construction doit être renseignée.
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Accès extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès extérieurs
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès aux équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Accès aux équipements
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'éolienne T1 était bien fermée à clé sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Propreté et entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté et entreposage
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Le pied de mât de l'éolienne T1 est propre et il n'y avait pas de stockage de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification des serrages de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des serrages de fixation
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle [...] de la fixation des pales [...] . Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant a fourni les rapports de serrage de 2022 pour toutes les éoliennes du parc. La périodicité est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consigne de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne de sécurité
Prescription contrôlée : [...] Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes :[...] fixations détendues [...]
Constats : La consigne a été fournie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Un extincteur est présent en pied de mât de l'éolienne T1. Il a été vérifié il y a moins d'un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : Les garanties financières ont été transmises et sont à jour (prise de fin le 24/08/2024). Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra transmettre sa nouvelle garantie financière, 3 mois avant la date de prise de fin des garanties (soit avant le 24/05/24).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivis environnemental Circaète

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2021, article 6
Thème(s) : Autre, Suivis environnemental Circaète
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] – MS3 : un suivi spécifique au Circaète Jean-le-Blanc est réalisé pour l'année 2022 en période de migration pré-nuptiale.</p> <p>Ce suivi consiste au :</p> <ul style="list-style-type: none">– suivi du comportement ;– suivi de mortalité ;– suivi de l'éventuel territoire de chasse ;– suivi de l'éventuelle population nicheuse. <p>Dès 2022, une mesure de réduction pour la période de migration pré-nuptiale est mise en place. Les modalités sont précisées en accord avec la DREAL/EHN/PPME.</p> <p>La mesure de réduction peut être renforcée ou réajustée le cas échéant, au regard des résultats du suivi spécifique et en accord avec la DREAL/EHN/PPME.</p> <p>Le suivi fait l'objet d'un rapport transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (SEHN/PPME), au plus tard le 31 décembre 2022. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir mis en place en 2022 un bridage diurne pour l'éolienne présentant le plus de risque pour le circaète : la T1 (l'information avait été donnée à la DREAL).</p> <p>Caractéristique en période migration pré-nuptiale 2022 : T1, Arrêt diurne, du 21 mars 2022 au 15 avril 2022, 2h après lever du soleil jusqu'à 2h avant coucher du soleil</p> <p>Nous avons constaté sur site qu'un système anti-collision vidéo de l'avifaune avec arrêt de l'éolienne T1 en cas de détection a été mise en place.</p> <p><u>Non-conformité n°1 :</u></p> <p>Le rapport de suivi du circaète 2022 est quasiment finalisé. Il conviendra de l'envoyer sous 1 mois à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois